

L'Humanité



rouge

Propriétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 314

Vendredi 25 juillet 1975

Derrière la hausse du prix du pain

Le pain augmentera au 1er août : 5 centimes la baguette, 20 centimes le kilo de gros pain. Et la presse de nous expliquer : cette hausse est liée à la majoration des prix céréaliers décidée à Bruxelles en février. A les entendre : c'est normal, tout augmente, le pain augmente. Mais dans notre société, les « évidences » qu'on nous sert quotidiennement cachent le caractère exploiteur du système capitaliste.

Et derrière la hausse du prix du pain, il y a aussi, anguille sous roche. Ces dernières années, il y a une hausse générale des prix des céréales à l'échelle mondiale. Selon les « experts » américains, il y aurait « pénurie » dans les années à venir ; et l'impérialisme US qui contrôle une grande partie de la production mondiale et de l'exportation des céréales (95 % de l'exportation des grains) fixe des prix qui lui permette de se remplir les poches.

Il n'est pas le seul à jouer à la hausse : l'autre superpuissance s'en mêle ; qu'on se rappelle l'affaire de l'été 72. L'Union soviétique achète 1/4 de la récolte américaine de blé, soit 12 millions de tonnes : les cours sont bas. Puis aussitôt après, les prix grimpent et l'affaire n'est pas mauvaise pour tout le monde. Beau coup pour les spéculateurs américains qui crient à la « pénurie » (51 % des stocks ont été liquidés) et empoignent des superprofits. Coup triple pour les Soviétiques : ils se constituent des stocks renforçant leur contrôle sur les pays du tiers monde auxquels ils livrent des céréales et revendent une partie du blé acheté au nouveau prix du marché mondial. Le bilan est tout simple : les prix des céréales ont triplé, la hausse des produits alimentaires de l'ordre de 14,5 %. L'affaire de 72 a fait du bruit ; à la dernière session de la FAO - Organisation de l'ONU pour l'alimentation - le délégué soviétique a rétorqué à un délégué du tiers monde qui l'interrogeait : « Nous avons payé, on ne peut rien nous reprocher ».

Belle réponse de capitaliste en effet.

Les dirigeants soviétiques voudraient rééditer la même opération cette année. Les bruits ont couru d'une mauvaise récolte en Union soviétique ; des achats ont été faits au Canada et déjà les prix y ont aug-

menté de 12 %. Un premier contrat de 2 millions de tonnes a été signé avec une grosse firme américaine, d'autres contrats sont en cours ; en une semaine les Soviétiques se sont déjà procurés 10 millions de tonnes de blé sur le marché mondial. Et déjà au « Chicago board of trade », le plus grand marché d'échanges des produits agricoles du monde, les prix ont monté en flèche. Et tous les spéculateurs cherchent à tirer partie de l'affaire.

Les capitalistes européens, quant à eux, cherchent et chercheront à s'approprier une part du gâteau, et provoqueront sans doute de nouvelles hausses très officielles et très « normales » du prix de la farine. Mais là encore, les deux superpuissances sont les champions du pillage et de l'exploitation ; là encore, elles manifestent leur volonté de dominer le marché, de renforcer leur pratique de contrôle politique par la pression économique sur les autres pays, et notamment sur les pays du tiers monde qui manquent de céréales. Là encore, elles apparaissent comme les plus grands pilleurs et exploités internationaux et comme les principales responsables de la crise.

Derrière la hausse du prix du pain, comme derrière toutes les hausses de prix, il y a la caractéristique exploiteur du système impérialiste. Contre elles, se dressent dans la lutte les millions de travailleurs, pour lesquels le bien-être ne pourra être définitivement assuré que par la destruction du capitalisme, par la révolution.

Camille GRANOT

12 MORTS, POURQUOI ?

Mercredi matin un incendie se déclarait à bord d'un bateau de tourisme, la « Vénus des îles ». Douze passagers y ont trouvé la mort, d'autres sont gravement blessés. D'ores et déjà il apparaît que ce bateau qui ne devait pas avoir à son bord plus de 300 passagers en transportait plus de 400. De l'avis de tous les passagers le bateau était surchargé, ce qui a rendu difficile l'évacuation. De tels faits se sont déjà produits dans le passé. Par exemple, en 1969 sur le lac Léman, un bateau de tourisme faisait naufrage. Bilan : 24 morts. Le bateau était surchargé. Ainsi une fois encore la sécurité est sacrifiée à l'accumulation des profits. On entasse des passagers tant qu'on peut au mépris de leur sécurité. Ceci est dans la logique du capitalisme : la course aux profits est toujours synonyme du non-respect des conditions de sécurité.

C'est vrai à l'usine où les capitalistes obligent les travailleurs à risquer leur vie et sont ainsi responsables des milliers de morts au travail, c'est vrai en vacances, c'est vrai dans la vie de tous les jours.

ATHENES Les ouvriers du bâtiment manifestent contre le chômage

3 000 ouvriers du bâtiment ont manifesté à Athènes contre le chômage dans leur profession et pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Des affrontements ont eu lieu avec la police appuyée par des blindés et qui a fait usage d'armes à feu.

DU 26 JUILLET ET AU 2 SEPTEMBRE SUSPENSION DE NOTRE PARUTION

Régulièrement le mois d'août est l'occasion d'une chute sensible de la diffusion des journaux. Pour des raisons financières il nous est impossible de maintenir malgré tout la parution quotidienne de « L'Humanité rouge ». Nous suspendons donc notre parution à partir du 26 juillet. La première édition de septembre sera datée du

mardi 2 septembre.

Mais dès maintenant nous invitons nos lecteurs, amis et camarades à s'abonner ou se réabonner pour septembre. Durant le mois d'août une permanence de notre administration recevra les commandes de brochures, d'anciens exemplaires du journal, les règlements et les abonnements.

Encore des condamnations du sommet d'Helsinki

Le «grand jour» approche ; Ford arrive en Europe et s'amplifie le courant qui voit clair et met en doute la sincérité des deux superpuissances dans cette affaire.

Ainsi le journal tunisien «La Presse» après avoir indiqué que la sécurité en Europe était précaire et «qu'un foyer d'incendie subsiste au Sud de l'Europe» insiste sur la nécessaire sécurité en Méditerranée :

«Il n'y aura pas de sécurité réelle en Europe sans sécurité en Méditerranée. Les deux guerres mondiales ont touché, aussi cruellement et dans leur chair, les méditerranéens.»

Puis, il prend pour cible les deux supergrands :

«A cette conférence dite de sécurité, qui est l'enfant chéri de M. Brejnev, on a très peu parlé de sécurité. En effet, quelle part de décision revient réellement à chaque pays de l'Europe, dès lors que les questions primordiales — c'est-à-dire celles relatives à la sécurité — sont examinées et réglées de grand à grand, entre les USA et l'URSS ?»

En Grande-Bretagne, l'attitude soviétique est nettement caractérisée : ainsi le conservateur Maurice Macmillan a souligné :

«Les paroles mielleuses de l'Union soviétique ne devraient pas amener les Britanniques à se sentir en sûreté ou à relâcher leur vigilance.» Il a mis en garde contre le danger d'oublier l'ennemi : «Si nous l'oublions, alors la détente deviendrait l'apaisement et elle pourrait devenir la défaite.»

L'appel à la vigilance est de plus en plus dans la presse britannique qui remarque, par l'entremise d'un éditorial du «Guardian» : «Les pays de l'OTAN considèrent en général la conférence sur la sécurité en Europe comme quelque chose d'ennuyeux et doutent qu'elle ne soit pas un piège.»

De nouveaux faits viennent appuyer les doutes nombreux exprimés de partout sur la portée du sommet d'Helsinki. En effet, pendant qu'on signe dans la capitale finlandaise, on ajourne la conférence sur la réduction des forces en Europe

centrale. Pendant la dernière phase, l'Union soviétique a de nouveau remis sur le tapis sa fameuse proposition de «gel des forces militaires en Europe centrale» qui revient en fait à maintenir la supériorité de ses forces terrestres en Europe centrale et à affaiblir en même temps la supériorité de l'occident en force aérienne et en armement nucléaire.

Par ailleurs, il n'échappe à personne l'énorme accroissement du potentiel militaire soviétique qui élargit l'écart entre l'Est et l'Ouest. Selon des statistiques publiées par le journal autrichien «Die oesterreichische militaerische zeitschrift», 75 % des forces terrestres de l'Union soviétique, 70 % de sa force aérienne, 90 % de ses missiles de portée moyenne et 80 % de ses missiles de portée courte sont déployés en Europe centrale.

Voilà des faits qui suffisent pour se convaincre que le document d'Helsinki n'est rien d'autre qu'un chiffon de papier !

COREE US go home!

De nombreuses organisations de masse coréennes viennent d'adresser aux peuples du monde une «lettre d'accusation» dénonçant les crimes commis par les troupes américaines en Corée du Sud.

«Les troupes d'agression impérialistes US qui occupent depuis 30 ans la partie sud de notre République ont foulé aux pieds la souveraineté et les droits fondamentaux du peuple sud-coréen, causant des torts à ce dernier, l'ont pillé et malmené commettant ainsi des crimes intolérables contre lui.»

Les USA se cramponnent encore aujourd'hui à l'absurde théorie des «deux Corées» pour tenter de maintenir dans le Sud du pays leur domination coloniale et leurs bases d'agression. Pour cela Kissinger n'a même pas hésité tout récemment à brandir la menace de l'emploi d'armes nucléaires tactiques contre la République démocratique et populaire de Corée.

Ils invoquent le prétendu «traité de défense mutuelle Sud-coréo-US», qui n'est autre qu'un pacte conclu avec eux mêmes par clique fantoche interposée, pour maintenir leur présence agressive. «Tant que les troupes américaines resteront en Corée», poursuit la lettre, «le peuple sud-coréen ne pourra se débarrasser des souffrances et des malheurs d'aujourd'hui, la paix et la réunification pacifique ne pourront se réaliser dans notre pays. Ils doivent s'en aller immédiatement de la Corée du Sud avec leurs troupes d'agression et leurs armes !»

LAOS CONTINUER LA PRISE DU POUVOIR



Des médecins parcourent les régions montagneuses pour prendre soin de la santé du peuple.

Dans un récent éditorial, la radio du Pathet Lao a appelé le peuple lao à s'unir pour prendre le pouvoir là où il n'est pas encore entre ses mains. Il donne plusieurs directives au peuple :

- Se soulever pour accomplir cette tâche en un court laps de temps ;
- Ne pas laisser à l'ennemi le répit et l'occasion de revenir à la charge ;
- Ne pas le laisser répandre des rumeurs et semer la discorde parmi

les populations, ou créer des difficultés d'ordre économique ;

- Prêter l'attention à l'élimination des séquelles de l'ancien système social, héritage des néocolonialistes et des réactionnaires traitres et à les remplacer par une nouvelle société progressiste, une culture nationale et d'excellentes traditions nationales.

Vigilance politique et édification d'une nouvelle société, sont les deux tâches de l'heure.

ALGERIE-TUNISIE

Les présidents Boumediène et Bourguiba se sont rencontrés les 18 et 19 juillet à Annaba (Algérie) ; à l'issue de leurs entretiens qui ont renforcé la coopération entre les deux pays, ils ont réaffirmé dans un communiqué commun «leur soutien à l'établissement d'un nouvel ordre économique international et souhaité la mise en application rapide des déci-

sions de la 6e session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU et décidé de coordonner l'action de leurs gouvernements au sein des organisations internationales et notamment à l'occasion de la 7e session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU afin de contribuer à l'avènement de ce nouvel ordre économique international.»

Les étudiants américains face au chômage

Neuf millions de chômeurs aux États-Unis ; de nombreux ouvriers ont été licenciés mais aussi employés, techniciens et agents exécutifs.

Cet été, un million cinq cents mille étudiants vont chercher un emploi à la fin de leurs études. Ce qui est de plus en plus difficile. Par exemple la première banque nationale de Chicago réduira cet été de 90 % l'embauche d'étudiants par rapport à la même période de l'année dernière. Même réduction — de 50 % — pour la Général Electric.

Sur 288 000 diplômés dans l'enseignement 118 000 resteront sans emploi dans leur branche. Même dans les secteurs scientifiques et technologiques, il y a des problèmes : une diminution de 6 à 9 % des offres d'emploi est prévue.

La situation est pire encore pour les 2,7 millions d'étudiants américains qui cherchent du travail pendant les congés d'été afin de payer leurs études et leurs dépenses l'année prochaine.

Tout ceci inquiète fort les étudiants américains, qui, ne trouvant pas d'issue, remettent de plus en plus ouvertement en cause le système économique et social de la «grande Amérique».

DEPECHE

VENEZUELA

Le président du Venezuela vient de réaffirmer la volonté de son gouvernement de nationaliser le pétrole, soulignant cependant les obstacles rencontrés : «Nous sommes en confrontation, nous avons lancé un défi à l'adresse des pays politiquement, économiquement et industriellement puissants qui veulent considérer le pétrole de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) comme leur sang, et aussi à l'adresse des grandes puissances économiques représentées par les compagnie transnationales.»

MEDITERRANÉE

Le premier ministre de Malte, Mintoff, vient de nouveau de préciser la juste position de son gouvernement sur la question méditerranéenne : «Ceux qui doivent réduire les premiers leurs forces sont ceux qui en ont beaucoup, c'est-à-dire : les deux superpuissances» a-t-il dit, poursuivant : «L'Europe ne doit se soumettre ni devant les USA ni devant l'Union soviétique, mais elle doit s'appuyer sur elle-même en allant au-delà de la CEE et s'unir aussi aux pays méditerranéens, aux pays du Golfe et à l'Iran.»

ETATS-UNIS

La production nationale globale des États-Unis continue à baisser ; un nouveau déclin a été enregistré ce trimestre ; c'est le 6e déclin trimestriel depuis début 74, c'est-à-dire depuis le début de «la récession la plus prolongée et la plus profonde depuis la deuxième Guerre mondiale», précise la presse américaine.

L'apport des travailleurs immigrés

«L'Europe peut-elle se passer des travailleurs immigrés ?». A cette question la très patronale revue «Expansion» répond catégoriquement : Non ! «De Stockholm à Marseille, de Bruxelles à Francfort, vous pouvez interroger — nous l'avons fait — n'importe quel chef d'industrie ou entrepreneur de bâtiment, n'importe quel intendant d'hôpital, la réponse est quasi unanime : sans eux on ne peut pas s'en tirer !»

Eux ce sont les sept millions de travailleurs algériens, tunisiens, marocains, portugais, turcs... qui contribuent au développement de la production économique dans les 9 pays de la CEE.

En France, ils constituent 6 % de la population mais 18 % de la classe ouvrière. Dans le bâtiment, 45 % des travaux de gros-œuvre sont réalisés par eux ; dans la région parisienne ce chiffre grimpe à 75 %. Chez Chrysler-France, 80 % des ouvriers travaillant sur les chaînes sont des immigrés, sur les 5 000 éboueurs balayeurs de la ville de Paris, 75 % sont des étrangers.

«L'expansion» se voit également contrainte de démolir la vieille affirmation raciste selon laquelle les travailleurs immigrés «voleraient le pain des Français», en écrivant : «L'Europe ne donnera pas du travail à ses chômeurs en chassant ses immigrés».

C'est qu'en effet la presque totalité des immigrés travaillent exclusivement dans les activités productives. S'ils disparaissent, c'est toute une série d'activités secondaires et tertiaires, en aval et en amont, qui ralentissent ou s'arrêtent aussi, donc de nombreux travailleurs français mis en chômage. Au fond c'est cette réalité qu'illustre de façon imagée le vieil adage : «Quand le bâtiment va, tout va !».

Mais actuellement, la tendance à l'émigration des travailleurs des pays du tiers monde marque un net ralentissement. Ceci s'explique d'une part par l'intransigeance du patronat et du gouvernement refusant les investissements nécessaires pour leur garantir des conditions de vie décentes, prenant des mesures restrictives pour tenter d'atténuer les effets de la crise économique. D'autre part aux pays du tiers monde eux-mêmes ; secouant le joug impérialiste, leur agriculture en pleine transformation, leurs jeunes industries commencent à réclamer, au pays même, les forces productives jusqu'ici contraintes à l'exil.

En septembre 73, la courageuse décision du président Boumediène de suspendre l'envoi des travailleurs

algériens en France (10 % des travailleurs immigrés en Europe sont algériens) tant que leur sécurité ne serait pas strictement garantie, a rendu le patronat, d'abord sceptique, franchement inquiet. Elle a marqué, de plus, en Algérie même, une impulsion nouvelle pour la création de nouveaux emplois.

Actuellement, le patronat français se débat dans ce dilemme : «Lorsque la reprise économique se produira, il faudra bien réembaucher. Mais si l'immigration continue à baisser, la main d'œuvre sera à ce moment-là plus rare et donc les revendications de salaires plus rigoureuses.

D'un autre côté, si la crise économique se prolonge, les jeunes chômeurs français seront bien contraints d'aller travailler sur les chaînes désertées par les immigrés. Ils se révolteront et ça explosera !».

Ils constatent ainsi implicitement l'apport de la lutte anti-impérialiste des pays du tiers monde à la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés !

Mais ce sont là problèmes d'exploiteurs. Ceux de la classe ouvrière de France sont tout autres. C'est le renforcement de la solidarité et de l'unité de tous les travailleurs, français et immigrés, dans la lutte commune contre l'exploitation capitaliste, contre le poison du racisme, pour imposer au patronat et à son gouvernement de nouveaux rapports avec les pays du tiers monde, fondés sur l'égalité.

PRESSE

Nous avons organisé une réunion pour critiquer notre journal. Nous étions onze : six jeunes ouvriers, deux employés, une lycéenne, une femme sans profession, ainsi qu'un jeune chômeur.

Cette réunion débuta par deux interventions de militants de l'Humanité-Rouge pour expliquer «la situation internationale» et présenter brièvement l'Humanité-Rouge.

Il est ressorti de cette réunion plusieurs critiques :

— Le quotidien sur huit pages posera beaucoup de problèmes surtout pour les travailleurs. Quel type de huit pages ? Faut-il un huit pages ? Problème du tri des articles.

— Souvent, il manque une carte à l'appui lorsqu'il s'agit de régions du monde peu connues. Introduire les articles, faire un résumé, bien resituer.

— Souvent il manque beaucoup de précisions (termes techniques concernant la fabrication). Exemple «lutte des bûcherons» No 307.

BASSENS (GIRONDE)

LA SECTION CFDT DES EMPLOYES COMMUNAUX DENONCE LES EXPLOITEURS REVISIONNISTES

Disposant de la majorité des sièges au Conseil municipal de Bassens, les révisionnistes sous la houlette de M. Henri Chassaing, en bon patron qu'ils sont, exploitent «leurs» travailleurs communaux. Et lorsque ceux-ci s'organisent pour se défendre, ce sont les mauvaises notes, la discrimination, les actes antisyndicaux, la propagande mensongère comme l'indique cette lettre ouverte de la section syndicale CFDT des communaux de Bassens :

«Trois de nos mandants ont été atteints par votre sévérité sans aucune raison et sans explication valable. Compte tenu qu'à ces trois personnes s'ajoute un certain nombre de personnel non-syndiqué, nous ne pouvons pas accepter que vous disiez que seulement trois notes ont été diminuées.

«Notre propos n'est pas de discuter sur le nombre de personnes mais bien sur les raisons qui ont présidé à votre décision. Vous ne pouvez pas nous empêcher de penser qu'une sorte de discrimination s'est établie à ce niveau-là.

«Nous n'avons cessé, depuis maintenant deux ans et demi, de dénoncer les conditions de travail absolument anormales du personnel de service dans les réfectoires et votre seule déci-

sion, jusqu'à ce jour, a été — non pas d'améliorer quoi que ce soit — mais de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre d'une personne qui n'avait eu comme défaut que de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Là aussi, vous ne pouvez pas nous empêcher de penser qu'une certaine discrimination a présidé à votre décision.

«Enfin, nous vous rappelons que vous avez refusé de donner des heures de délégation aux représentants CFDT, ce qui montre bien que, quoi que vous en disiez, votre souci d'objectivité n'est pas appliqué dans tous les domaines.»

Les révisionnistes mènent campagne pour «les libertés» et ils continuent de crier bien fort qu'ils sont les «meilleurs défenseurs de la classe ouvrière». Mais les faits sont les faits, et leur démagogie ne peut masquer la réalité. De plus en plus nombreux, les travailleurs de Bassens ouvrent les yeux et engagent la lutte. Les communistes marxistes-léninistes seront à leurs côtés pour faire en sorte que la France ne soit ni la Pologne, ni le Portugal.

Correspondant H.F

LA JUSTICE BOURGEOISE FRAPPE A SAINT-NAZAIRE

Judi 17 juillet, neuf travailleurs et militants ouvriers de la Sotrimec (ex-SEMM) ont été condamnés (jusqu'à quatre mois de prison avec sursis et 500 F d'amende) pour avoir manifesté la légitime colère des ouvriers de la SEMM devant leur licenciement.

Deux mille travailleurs soutenaient les accusés, malgré la période des

congés qui dispersent les huit mille travailleurs des Chantiers navals en juillet.

A cette manœuvre d'intimidation, les ouvriers, tous les travailleurs menacés de chômage ont répondu montrant ainsi qu'ils sont prêts à se battre dès la rentrée prochaine.

Correspondant H.R.

de jeunes sidérurgistes font connaissance avec le quotidien

— Quelquefois les articles sont trop quelconques (ex. avortement No 307).

— Typographie trop serrée (surtout pour les yeux de 50 ans) pour certains articles ; on pense que le huit pages pourra mieux remédier à ce défaut.

— Explications souvent trop confuses, et avec trop de sous-entendus (ex. : article sur l'échelle mobile des salaires).

— Présence parfois de longues phrases compliquées, qui ne font qu'embrouiller l'article, mais ne font pas avancer.

— Les «journaux sur les fronts de luttes» est-ce une bonne chose ? Plusieurs articles de journaux «fronts de luttes» auraient dû paraître dans le Quotidien, c'est le cas de l'article sur «Les révisionnistes et la cause des femmes».

Un point très positif a été soulevé à cette réunion, la véracité des articles, des renseignements, c'est une

base essentielle d'un quotidien de la classe ouvrière.

Ensuite, nous avons eu une discussion avec les jeunes ouvriers présents qui nous exposèrent les problèmes dans les usines. Cette discussion porta également sur le rôle de la CGT et du P.C.F. dans la classe ouvrière.

Un jeune ouvrier de Sacilor expliqua brièvement le «grand mouvement» de Sacilor il y a quelques mois et la volonté de la CGT de briser le mouvement «et après quand on les entend "ils ont tout fait". Moi j'étais à la CGT, mais c'est fini, j'ai une seule fois payé le timbre... quand tu as besoin du délégué, il a toujours du travail !... Je vais me syndiquer à la CFDT».

Nous espérons que ces critiques, aussi minimes soient-elles, pourront contribuer à l'amélioration du journal.

C'est en agissant ainsi que notre journal pourra progresser et devenir le véritable quotidien de la classe ouvrière.

Oui à la discussion, oui à l'unification!

Le camarade Jacques Jurquet a écrit dans le No 313 de «L'Humanité rouge» quotidienne, notre désir d'unité avec tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, avec tous les révolutionnaires. D'autres militants, d'autres formations expriment publiquement le même souci. C'est le cas du PCR(ml) qui expose son point de vue sur «l'unité des révolutionnaires» dans le No 164 de «Front Rouge». Nous nous réjouissons de ce désir commun car il est extrêmement positif pour la classe ouvrière, le peuple et pour la révolution.

Le camarade Jurquet prend pour cible notre «superbe assurance» à nous tous des différentes formations, nos excommunications, nos exclusives, nos injures réciproques. Au fond, il prend pour cible l'esprit de secte dont nous avons pu faire preuve les uns et les autres tour à tour. Esprit de secte qui manifeste le caractère de classe petit bourgeois des premières formations marxistes-léninistes.

Combattre l'esprit de secte c'est au fond reconnaître en pratique deux choses :

— Personne n'a raison en tout point, en toute chose, à tout moment. Nous ne pensons pas avoir eu raison en toute chose ; nous ne pensons pas avoir raison en tout point. Nous avons commis des erreurs. Ce qui nous anime, c'est rechercher la vérité dans les faits et non dans nos propres cerveaux. Pour cela il nous faut à tout moment faire le bilan sérieux de nos succès et de nos échecs — et surtout de nos échecs —, confronter nos idées à la réalité, faire l'analyse concrète des réalités concrètes. Reconnaître les erreurs, et les corriger n'est pas signe de faiblesse mais c'est la grande force du parti du prolétariat. Car c'est dans la lutte contre ses erreurs que jaillit la vérité, que se renforce la capacité combative du parti, que le parti est utile au peuple. En aucun cas l'existence de nos erreurs

passées et présentes, si nous les avons corrigées, si nous nous efforçons de les corriger, ne saurait nous faire douter ni d'aujourd'hui ni de l'avenir, ni du parti, ni des masses.

— Comme ne nous font pas peur, les divergences et la lutte entre conceptions différentes. Car, reflet de la lutte de classes, de la lutte entre le nouveau et l'ancien, elles apparaissent inévitablement. Il suffit qu'elles soient clairement mises à jour, que soient soulignés les points d'accord fondamentaux, que ne se créent pas artificiellement des divergences là où il n'y en a pas, que ne s'élaborent pas des hypothèses et ne s'épinglent pas hâtivement des étiquettes sur les points de vue d'autrui.

Œuvrer dans cet esprit, c'est travailler inévitablement à l'unification ; mais «L'unité n'est pas une affaire d'un quart d'heure» comme l'indiquent les camarades dans Front Rouge. Il s'agit non pas d'unir à tout prix, non pas de résoudre les contradictions en apparence, mais de bien les résoudre, sur une base idéologique et politique juste. Cela prendra le temps qu'il faudra. Les intérêts de la révolution et du peuple y trouveront leur compte à coup sûr, si nous pratiquons bien suivant le principe «Unité-critique-unité», en mettant en avant le désir d'unité.

C'est dans cet esprit, que nous prenons en considération les quatre points dans le cadre desquels le PCR (ml) propose qu'une discussion publique ait lieu en septembre prochain.

1) Définir la contradiction principale en France, son degré de développement, les liens et le degré de développement des autres contradictions.

2) Analyser correctement le révisionnisme, le combattre pied à pied.

3) Engager la lutte contre les superpuissances.

4) Concrétiser ces bases de luttes.

Sans entrer dans la discussion, nous voulons cependant lever un malentendu que laisse entrevoir le dé-

veloppement du point 1. Pour nous, la contradiction principale de notre société est bien entre bourgeoisie et prolétariat. Il n'y a aucun doute là-dessus. Ceci dit, reste la complexité de la situation concrète mondiale et nationale et la difficulté pour définir une tactique appropriée pour résoudre cette contradiction principale.

Autrement dit, dans quel monde, où agissent et réagissent quelles contradictions, la contradiction bourgeoisie/prolétariat doit-elle se résoudre ? A quel stade du processus de la révolution mondiale se situe-t-elle ? Plus simplement encore, quels obstacles internes et externes le prolétariat et les forces populaires vont-ils affronter dans leur combat révolutionnaire ?

Depuis 1970, à la suite de la Déclaration du 20 mai du président Mao, les marxistes-léninistes du monde entier ont mis en évidence deux facteurs décisifs de la situation internationale : la «révolution» et «la guerre», tous deux produits par la crise du système impérialiste mondial. Les camarades du PCR (ml) semblent plutôt mettre l'accent sur «l'imminence» de la révolution dans notre pays : «L'heure de la révolution ne va pas tarder à sonner» disent-ils notamment dans la conclusion de leur article. Quant à nous, peut-être avons-nous mis unilatéralement en avant «l'imminence» de la guerre mondiale. Ces positions divergentes, qui manifestent la complexité de la situation et les limites de nos connaissances, méritent un examen approfondi. Et nullement l'exclusive réciproque.

Accumuler les forces du prolétariat et du peuple pour la révolution prolétarienne, les préparer en prévision d'une troisième guerre mondiale provoquée par les deux superpuissances, ce sont là deux tâches indissociables, nous semble-t-il.

C'est dans le cadre du nécessaire combat contre les deux superpuissances, dans la volonté de contribuer à faire participer notre peuple et notre pays au front uni mondial contre les

deux superpuissances, que nous avons défini un certain nombre de points tactiques : unité européenne, renforcement de la défense nationale, unir tout ce qui peut être uni contre les deux superpuissances, y compris des personnes et des groupes de la bourgeoisie. De ces points, de nos efforts effectués dans ce sens nous sommes prêts à discuter bien sûr.

De cette discussion sortira, nous paraît-il aussi, un approfondissement du point 3 soulevé par l'article. «Engager la lutte contre les deux superpuissances» se réduit-il à dévoiler la nature impérialiste de l'URSS et à signaler les «dangers de guerre que font courir aux peuples du monde les deux superpuissances» ? Nous pensons qu'il y a plus à dire et à faire et, notamment, à engager dès maintenant l'action contre le social-impérialisme, danger principal en Europe. Ceci a des conséquences quant à l'appréciation du révisionnisme en France également (point 2) et quant à la lutte contre lui selon notre mot d'ordre de toujours «arracher la classe ouvrière au révisionnisme».

Assurément, si nous sommes soucieux de confronter nos idées avec les faits, soucieux de manier l'arme de la critique et de l'autocritique dans un esprit d'unité, il n'est aucun point que nous ne puissions aborder, ni aucune difficulté que nous ne sachions résoudre.

«Oui à la discussion, oui à l'unification», «Pour un parti marxiste-léniniste unique en France», voilà notre souhait car il correspond aux besoins du prolétariat, des larges masses et de la révolution !

Pour apporter votre soutien aux travailleurs de CARON-OZANNE et vous informer sur leur lutte, téléphonez au :
16 (31) 86-37-21

LES NOUVEAUX TARIFS

	PLI OUVERT	PLI FERMÉ
Un mois	32 F	60 F
Trois mois	95 F	180 F
Six mois	190 F	360 F
De soutien	300 F	500 F

LECTEURS, AMIS, CAMARADES, ABONNEZ-VOUS POUR SEPTEMBRE !

Le nouveau tarif d'abonnement qui partira début septembre est basé sur le prix du journal de huit pages — 1,50 F — et sur le tarif PTT actuellement en vigueur (0,06 F l'exemplaire en pli ouvert (P.O.) et 1,40 F en pli fermé (P.F.) pour un exemplaire de 8 pages).

Le tarif abonnement P.O. et P.F. pour l'étranger sera communiqué ultérieurement.

En ce qui concerne les anciens abonnés au quotidien et au «quotidien plus bimensuel», le décompte de ce qu'ils ont déjà reçu sur les abonnements souscrits est en cours de calcul. L'avoir dont ils disposent leur sera adressé individuellement et sera à déduire en fonction du nouveau tarif d'abonnement et de la durée d'abonnement qu'ils choisiront à partir du premier septembre.

A partir du premier septembre, sur chaque bande d'abonnement figurera un chiffre correspondant au numéro du journal clôturant l'abonnement précédemment souscrit.

bulletin d'abonnement

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

Je souscris un abonnement de mois - en pli ouvert

en pli fermé

S'agit-il d'un réabonnement ?

d'un nouvel abonnement ?

Joindre le règlement : en timbres, mandat-lettre, virement postal ou compte bancaire à la présente demande.

Pour les comptes bancaires ou virements postaux, le nom du bénéficiaire est : HUMANITÉ ROUGE

Adresse : HUMANITÉ ROUGE
Boîte postale 365
75064 Paris Cedex 02
CCP 30 226 72 — La Source